



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 29 SEPTEMBRE 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2951

Proclamation

Canada
Province de
Québec

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

▲ Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-CINQUIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th SEPTEMBER, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2952

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commolité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec. SAMEDI, le TROISIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme le droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANDER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2945-2

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES MINES.

Ordonnance pour fermeture d'une part e de route dans Causapscaal.

Attendu que le conseil municipal de Saint Jacques le Majeur de Causapscaal, dans le comté de Matane, a, le quatrième jour du mois de septembre 1900, passé une résolution demandant au département de la Colonisation et des Mines la permission de fermer la partie d'une route qui traverse en biais les lots 7, 8, 9 et 10 du deuxième rang Nord de Causapscaal, depuis l'arrière ligne du premier rang jusqu'à la ligne séparative entre les cantons Causapscaal et Lepage, laquelle résolution a été déposée dans les archives du Département de la Colonisation et des Mines, sous le No 2543 des lettres reçues pour l'année 1900.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, titre 4, des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 60 Victoria, chapitre 22, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du Commissaire de la Colonisation et des Mines, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur la dite route.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de Saint-Jacques le Majeur de Causapscaal, en ma qualité de Commissaire de la Colonisation et des Mines, j'ordonne que la route ci-dessus mentionnée soit fermée, et que les terrains qu'elle occupe retournent à son ou ses anciens propriétaires ou à leurs successeurs.

ADELARD TURGEON,
Commissaire.

Québec, 24 septembre 1900.

3505

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 21 septembre 1900.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Léonidas Alfred Paradis, écuyer, notaire public, de Saint-Ferdinand d'Halifax, district d'Arthabaska, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the THIRD day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2946

Government Notice

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND MINES.

Order to close part of a road in Causapscaal.

Whereas the municipal council of Saint Jacques le Majeur de Causapscaal, in the county of Matane, on the fourth day of the month of September, 1900, unanimously passed a resolution asking the Department of Colonization and Mines for permission to close the part of a road running cross lots 7, 8, 9 and 10 of the tenth range north of Causapscaal, between the rear line of the first range to the boundary line between the townships Causapscaal and Lepage, which resolution has been filed in the archives of the Department of Colonization and Mines, under No. 2543, of letters received for the year 1900.

Whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by 60 Victoria, chapter 22, this road cannot be closed without an order from the Commissioner of Colonization and Mines, seeing that government moneys have been spent on the said road.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of Saint Jacques de Causapscaal, in my quality of Commissioner of Colonization and Mines, I order that the above mentioned road be closed, and that the ground which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

ADELARD TURGEON,
Commissioner.

Québec, 24th September, 1900.

3506

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 21st September, 1900.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Léonidas Alfred Paradis, esquire, notary public, of Saint Ferdinand d'Halifax, district of Arthabaska, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, reper-

minutes, répertoire et index de feu le notaire Augustin Schambier, en son vivant du même endroit, y comprenant les minutes, répertoire et index de feu John Johnston, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

3503

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Jonquière.

Lot 21, du 9e rang, à J. D. Guay.

Canton Dablon.

Lot 4, du 4e rang, à Dames Marie Tremblay et Victoire Boivin.

Canton Pohénégamook.

4e rang.

Lot 4, à Prime Michaud.

Lot 5, à Ov. Landry.

Lot 6, à Edm. Levesque.

Canton Bellechasse.

Lot 35, du 3e rang, à J. Gagnon.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 29 septembre 1900. 3545

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL
DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 7 septembre 1900.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1901, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

3323-3

No 2438.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande de délimitation de municipalités

Demande est faite de détacher de la municipalité de "Stukeley", comté de Sheford, les lots suivants du cadastre, savoir : 1034, 785, 787, 788, 790, 786, 662 et 665, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Laurenceville, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est accordée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1901.

3429-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de

tory and index of the late notary Augustin Schambier, in his lifetime, of the same place, including therein the minute, repertory and index of the late John Johnston, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

3504

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, vis :

Township Jonquière.

Lot 21, of 9th range, to J. D. Guay.

Township Dablon.

Lot 4, of 4th range, to Dmes Marie Tremblay and Victoire Boivin.

Township Pohénégamook.

4th range.

Lot 4, to Prime Michaud.

Lot 5, to Ov. Landry.

Lot 6, to Edm. Levesque.

Township Bellechasse.

Lot 35, of 3rd range, to J. Gagnon.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Québec, 29th September, 1900. 3546

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE
OF INDIA.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 7th September, 1900.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1901, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant Governor of the North West Territories, where they may be seen, by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

3324

No. 2438.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to bound municipalities.

Application is made to detach from the municipality of "Stukeley", county of Sheford, the following cadastral lots, to wit : 1034, 785, 787, 788, 790, 786, 662 and 665, and annex them for school purposes, to the municipality of Laurenceville, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the first of July next, 1901.

3430

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway,

fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

53.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage ou de se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

54.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des critiques en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il n'a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 50 de la version française, pour le gouvernement

a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle harce, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2947

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2948

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des statuts généraux des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

2949 L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par Antoine Gobeil, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un Bill Privé autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat après avoir passé l'examen requis par le Barreau.

ANTOINE GOBEIL,
Par ROCHON & CHAMPAGNE,
Ses procureurs.

19 septembre 1900. 3499

Avis est par le présent donné que le Très Révérend William Bennett Bond, L. L. D., Lord Evêque du diocèse de Montréal, et le Rév. John George Norton, D. D., recteur de la Christ Church Cathedral, l'église paroissiale de Montréal, et M.M. Perceval Ridout Gault et William John Learmont, marguilliers de la dite église, et l'assemblée des paroissiens de la dite église s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour la passation d'un acte pour confirmer certaines conventions entre le lord évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la Christ Church Cathedral, dans le dit diocèse, lesquelles conventions se rapportent aux droits et à la juridiction des dits évêque et recteur, et autres matières, dans la dite église, nécessaires pour faire servir la dite église comme cathédrale.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,
Solliciteurs des dits requérants.
Montréal, 7 septembre 1900. 3331-3

Avis est par le présent donné que "The Mount Royal Cemetery Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender et reviser les actes concernant la dite compagnie, donner à la dite compagnie le pouvoir de construire et mettre en opération un crématoire et faire des règlements pour l'administration d'icelui.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,
Solliciteurs de la dite compagnie.
Montréal, 28 août 1900. 3193-5

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3077.

Dame Mathilde Fortin, épouse commune en biens de Ferdinand Giroux, commerçant, tous deux

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

2950 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by Antoine Gobeil, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a Private Bill, authorizing the Bar of the province of Quebec, to admit him to the practice of law as advocate, in the said province of Quebec, after his having passed the examination required by the Bar.

ANTOINE GOBEIL,
Per ROCHON & CHAMPAGNE,
His attorneys.

19th September, 1900. 3500

Notice is hereby given that the Right Reverend William Bennett Bond, L. L. D., Lord Bishop of the diocese of Montreal, and the Reverend John George Norton, D. D., rector of Christ Church Cathedral, the parish church of Montreal, and Messrs Perceval Ridout Gault and William John Learmont, church wardens of the said church, and the vestry of the said church will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to confirm certain agreements between the Lord Bishop of the diocese of Montreal and the rector of Christ Church Cathedral in the said diocese, which agreements have reference to the relative rights and jurisdictions of the said bishop and rector, and other matters, in the said church, and are necessary for facilitating the use of the said church for cathedral purposes.

WHITE O'HALLORAN & BUCHANAN,
Solicitors for the said applicants.
Montreal, 7th September, 1900. 3332

Notice is hereby given that "The Mount Royal Cemetery Company" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and revise the acts relating to the said company, and to give the said company power to erect and operate a crematorium and to provide regulations for the management thereof.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,
Solicitors for said company.
Montreal, 28th August, 1900. 3194

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3077.

Dame Mathilde Fortin, wife common as to property of Ferdinand Giroux, trader, both of the city of

de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAVALLÉE & LAVALLÉE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 septembre 1900. 3507

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Dame Célanire Bisson, épouse de Philippe Turcotte, charron, du township d'Inverness, Demanderesse ;

vs.

Le dit Philippe Turcotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur en cette cause.

J. E. MILLIOT,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaskaville, 12 juillet 1900. 3489-2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 101.

Dame Madeleine Giguère, de la ville de Fall River, Etat de Massachusett, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demeurant actuellement dans la cité de Québec, épouse commune en biens de Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, rentier, du lieu appelé Lyster, dans le canton de Nelson, comté de Mégantic, dûment autorisée à ester en justice à l'effet des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, du lieu appelé Lyster, dans le canton de Nelson, comté de Mégantic, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, à Arthabaskaville, le 4 septembre 1900.

TURGEON, LACHANCE & ROY,

Procureurs de la demanderesse.

3413-2

District de Québec, }
No 693. } *Dans la Cour Supérieure.*

Adélina Petit, épouse commune en biens de Praxède Frédéric Juneau, cordonnier, de la cité de Québec, Demanderesse ;

vs.

Le dit Praxède Frédéric Juneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. ROCHETTE,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 5 septembre 1900. 3273-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3032.

Dame Alma Sigouin, épouse commune en biens de Cléophas Charpentier, menuisier, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Cléophas Charpentier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

RAOUL GUILBAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 septembre 1900. 3285-4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Marie-Anne Légaré, de la paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson, épouse de Joseph Edgar Légaré, du même lieu, marchand, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Edgar Légaré, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

J. E. METHOT,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaskaville, 27 juillet 1900. 3249-5

Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

LAVALLÉE & LAVALLÉE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th September, 1900. 3508

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
Dame Célanire Bisson, wife of Philippe Turcotte, carriagemaker, of the township of Inverness, Plaintiff ;

vs.

The said Philippe Turcotte, Defendant.
An action in separation as to properties has been instituted against defendant, this day.

J. E. MILLIOT,

Attorney for plaintiff.

Arthabaskaville, 12th July, 1900. 3490

{ Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 101.

Dame Madeleine Giguère, of the town of Fall River, in the State of Massachusett, one of the United States of America, now residing in the city of Québec, wife common as to property of Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, rentier, of the place called Lyster, in the township of Nelson, county of Megantic, duly authorized to appear in judicial proceedings for the purposes hereof,

Plaintiff ;

vs.

Louis Michel Pierre Odilon Plamondon, of the place called Lyster, in the township of Nelson, county of Megantic, Defendant.
An action for separation from bed and board has been instituted in this cause, at Arthabaskaville, on the 4th of September, 1900.

TURGEON, LACHANCE & ROY,

Attorneys for plaintiff.

3414

District of Quebec, }
No. 693. } *In the Superior Court.*

Adélina Petit, wife common as to property of Praxède Frédéric Juneau, shoemaker, of the city of Québec, Plaintiff ;

vs.

The said Praxède Frédéric Juneau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause.

J. A. ROCHETTE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 5th September, 1900. 3274

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3032

Dame Alma Sigouin, wife common as to property of Cléophas Charpentier, joiner, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs.

Cléophas Charpentier, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

RAOUL GUILBAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th September, 1900. 3286

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Mary-Ann Légaré, of the parish of Sainte-Anastasia de Nelson, wife of Joseph Edgar Légaré, of same place, merchant, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Edgar Légaré, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted against defendant

J. E. METHOT,

Attorney for plaintiff.

Arthabaskaville, 27th July, 1900. 3250

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 178.

Dame Solomé Achin, épouse commune en biens de Gilbert Briau, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Gilbert Briau, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 31 août 1900. 3263-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3030.

Dame Céline Vincelette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse Daigneault, journalier, du même lieu, a ce, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Daigneault, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée.

MEUNIER & MEUNIER,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 septembre 1900. 3281-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 805.

Dame Lydia Deladurantaye, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Stanislas Rochon, briquetier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 juin 1900. 3261-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Gas Appliance Manufacturing Company."

Les objets pour lesquelles l'incorporation est demandée sont :

a. De manufacturer et vendre des poêles à gaz, fourneaux, fournaies, poêles à chauffages et autres de même nature, et tous leurs accessoires et appareils, et toutes choses en rapport avec l'emploi du gaz comme moyens de chauffage, d'éclairage ou pouvoir, et d'acquérir par aucun titre quelconque, et de se servir de patentes, droits de patentes et devis et en général toutes affaires et choses en rapport aux dites affaires.

b. De faire en général les affaires de manufacture et de commerce.

La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : John Fee, machiniste ; James Seath Smith, architecte ; James Robinson, marchand ; Fitz James Ethelbert Browne, agent d'immeubles ; William John Freeman, teneur de livres, tous de la susdite cité de Montréal, et Robert Bennett Hutcheson, notaire, et Frederick William Hibbard, avocat, tous deux de la ville de Westmount, dans le district de Montréal.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 178.

Dame Solomé Achin, wife common as to property of Gilbert Briau, farmer, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Gilbert Briau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st August, 1900. 3264

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3030.

Dame Celina Vincelette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Daigneault, laborer, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Daigneault, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted.

MEUNIER & MEUNIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th September, 1900. 3282

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 805.

Dame Lydia Deladurantaye, of the city of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Stanislas Rochon, bricklayer, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd June, 1900. 3262

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name of "The Gas Appliance Manufacturing Company."

The objects for which incorporation is sought are :

a. The manufacture and sale of gas stoves, ranges, furnaces, heaters and the like, and all their necessary parts and appliances, and all things whatsoever connected with the use of gas as a means of heating, lighting or power, and to acquire by any title whatsoever, and employ patents, patent rights and devices, and generally all matters and things incidental to such business.

b. To do general manufacturing and trading business.

The principal place of business of the proposed company will be in the city and district of Montreal.

The capital stock will be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The names in full, and address and calling of each of the applicants are as follows: John Fee, machinist ; James Seath Smith, architect ; James Robinson, merchant ; Fitz James Ethelbert Browne, real estate agent ; William John Freeman, book-keeper, all of the city of Montreal aforesaid, and Robert Bennett Hutcheson, notary, and Frederick William Hibbard, advocate, both of the town of Westmount, in the district of Montreal.

Les dits Thomas P. Shaws, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne et Frederick William Hibbard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

HIBBARD & GLASS,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 juillet 1909. 3457-2

AVIS

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera "La Société Anonyme des Débats".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) D'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, biens fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour l'impression, la publication et la reliure de tous journaux, revues, livres ou autres objets qui sont du ressort d'une compagnie d'imprimerie ;

(b) D'emprunter sur bons ou autrement, d'hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement ;

(c) D'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille dollars (\$15,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500) de dix dollars (\$10.00) chacune.

6° Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit :

Maurice Perrault, architecte et maire de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal ; Joseph Larin, courtier d'assurance ; Emmanuel Bourque, comptable ; Arthur Miville Déchènes, comptable ; Joseph Dupuy, courtier d'assurance, et Louis Filteau, imprimeur, ces cinq derniers de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite société. Tous sont résidant, au Canada et sujets de Sa Majesté.

DEMERS & DELORIMIER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 19 septembre 1909. 3451-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes, sous le grand sceau, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, proposée en corps politique sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est : "The Canada Dairy Supply Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir les droits d'exploitation de la société actuelle "The Canadian Dairy Supply Company", faisant affaires à Montréal, de continuer à manufacturer et vendre toutes sortes de fournitures et d'articles de laiterie pour la fabrication du beurre et du fromage, et d'acheter et vendre des beurreries et fromageries et les terrains nécessaires à cet objet.

3° L'endroit choisi pour le bureau principal des

The said Thomas P. Shaw, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne and Frederick William Hibbard are to be first or provisional directors of said proposed company.

HIBBARD & GLASS,

Solicitors for applicants

Montreal, 10th July, 1909. 3458

NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholder of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The corporate name of the company is to be "La Société Anonyme des Débats".

2. The objects for which incorporation is sought for, are :

(a) To purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situate and being in the province of Quebec, for the purpose of publishing, printing and binding of all newspapers, reviews, books and all other matters which may be obtained from a printing company ;

(b) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them ;

(c) To exercise all the powers given by the joint stock companies act, and its amendements.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be fifteen hundred (1500), of ten dollars (\$10.00) each.

6. The names, profession and residence of applicants are as follows :

Maurice Perrault, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, architect ; Joseph Larin, insurance broker ; Emmanuel Bourque, accountant ; Arthur Miville Déchènes, accountant ; Joseph Dupuy, insurance broker, and Louis Filteau, printer, these five last parties of the city and district of Montreal, all of whom shall be the first or provisional directors of the said company. All residing in Canada and subjects of Her Majesty.

DEMERS & DELORIMIER,

Solicitors for said applicants.

Montreal, 19th September, 1909. 3452

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec for letters patent, under the great Seal, granting a charter of incorporation to the applicants and all others who may become shareholders in the said company, to be thereby created a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is : "The Canada Dairy Supply Company".

2. The objects for which incorporation is sought, are : to purchase the business of the present partnership "The Canadian Dairy Supply Company", carrying on business at Montreal, and to carry on the business of manufacturing and selling butter and cheese factory outfits and general dairy supplies and the purchasing and selling of butter and cheese factories and sites therefor.

3. The place within the limits of the province of

affaires, dans les limites de la province de Québec, est la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social est de cent vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions est de deux mille cinq cents, et le montant de chaque action est de cinquante piastres (\$50.00).

6° Le nom au long, résidence et profession de chaque requérant est :

Joseph Ward, marchand ; John Selkirk Clunie, marchand ; Joseph Désiré Plante, jur, teneur de livres ; Ward B. Bashaw, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal ; et Simon Senechal, de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, commis voyageur ; lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie, sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

TOPP & DUGGAN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 18 septembre 1900.

3435-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie de Pulpe de Péribonka."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et acquérir sur la rivière Petite Péribonka, ou tout autre endroit dans le comté du Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe (pâte de bois) ;

(b) De produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans le district du Lac Saint-Jean, dans la province de Québec ;

(c) De construire des bateaux à vapeur et des chalands destinés au transport de ses produits sur les rivières et le Lac Saint-Jean, ainsi qu'au commerce général dans le même district ;

(d) De construire et posséder des moulins à pulpe, à scie, à farine, faire le commerce général de bois scié et équarri ainsi que de dormants de chemin de fer, construire et posséder des magasins pour faire le commerce général et posséder, vendre ou louer, ou échanger des terrains, suivant les décisions du bureau de direction ;

(e) De faire tout ce qui est nécessaire, convenable et efficace pour les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la susdite compagnie sera à Roberval, dans la municipalité du village de Roberval, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de trente mille piastres (\$30,000.00).

5° Le dit fonds social sera divisé en trois cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms, résidence et profession des requérants sont comme suit : Thomas Du Tremblay, ingénieur-mécanicien, Roberval ; Pierre A. Potvin, commis, Roberval ; Arthur Du Tremblay, marchand, Roberval ; George Du Tremblay, étudiant, Québec ; Raoul Du Tremblay, cultivateur, Sainte-Anne la Pérade ; André E. Vallerand, marchand, Québec ; Edouard Allard, marchand, Québec ; Amédée Robitaille, M. P. P., avocat, Québec ; Charles A. Paquet, marchand, Québec ; Victor Filteau, manufacturier, Saint-Etienne, comté de Lévis ; Joseph L. Francoeur, commis-voyageur, Saint-Roch des Aulnais ; Arthur M. Deschêne, M. P., marchand de bois, Saint-Roch des Aulnais ; Nazaire Bernatchez, gouverneur de la prison, Québec ;

Quebec, selected as its chief place of business, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is one hundred and twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is two thousand five hundred, and the amount of each share, fifty dollars (\$50.00).

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants is :

Joseph Ward, merchant ; John Selkirk Clunie, merchant ; Joseph Désiré Plante, jr., bookkeeper ; Ward B. Bashaw, bookkeeper, all of the city and district of Montreal ; and Simon Senechal, of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinth, traveller ; the whole of whom are to be the first directors of the said company, and are all residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

TOPP & DUGGAN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 18th September, 1900.

3436

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent in virtue of the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and such others as may become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned to wit :

1. The proposed name of the company is "La Compagnie de Pulpe de Péribonka".

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To buy and acquire on the river Peribonka, or anywhere else in the county of Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need for the erection of mills and dams necessary for the fabrication of wood pulp ;

(b) To produce electricity, make the installations for lighting by electric light in the district of Lake Saint John, in the province of Quebec ;

(c) To build steamboats and barge intended for the conveyance of produce on the rivers and the Lake Saint John, as well as for the general trade in the same district ;

(d) To construct and own pulp mills, saw mills, grist mills, to carry on a general trade in sawed and squared lumber as well as in railway sleepers, to build and own stores for carrying on a general trade, and to own, sell, lease or exchange lots, according to the decisions of the board of management ;

(e) To do all that is necessary, suitable and efficacious for the aforesaid objects.

3. The principal place of business of the said company will be at Roberval, in the municipality of the village of Roberval, province of Quebec.

4. The proposed capital stock of the said company will be thirty thousand dollars (\$30,000.00).

5. The said stock will be divided into three hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, residence and profession of the petitioners are as follows : Thomas Du Tremblay, mechanical engineer, Roberval ; Pierre A. Potvin, clerk, Roberval ; Arthur Du Tremblay, merchant, Roberval ; George Du Tremblay, student, Quebec ; Raoul Du Tremblay, farmer, Sainte Anne la Pérade ; André E. Vallerand, merchant, Quebec ; Edouard Allard, merchant, Quebec ; Amédée Robitaille, M. P. P., advocate, Quebec ; Charles A. Paquet, merchant, Quebec ; Victor Filteau, manufacturer, Saint Etienne, Levis Co. ; Joseph L. Francoeur, travelling agent, Saint Roch des Aulnais ; Arthur M. Deschêne, M. P., lumber merchant, Saint Roch des Aulnais ; Nazaire Bernatchez, gaoler, Quebec ; Philippe Anctil, farmer, Sainte Anne Pocatiere ;

Philippe Anctil, cultivateur, Sainte-Anne Pocatière; Emile P. Hudon, cultivateur, Sainte-Anne Pocatière; Numa Bernatchez, hôtelier, Campbellton.

7° Les directeurs provisoires de la dite Compagnie de Pulpe de Péribonka, sont: Thomas Du Tremblay, président, gérant, Roberval; Pierre A. Potvin, secrétaire-trésorier, Roberval; Arthur Du Tremblay, Roberval; Charles A. Paquet, Québec; Amédée Robitaille, M. P. P., Québec.

ROBITAILLE & ROY,

Procureurs des requérants.

Roberval, 4 septembre 1900. 3265-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir:

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont: d'acquérir par achat, échange ou autrement des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre et louer; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres minéraux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre objet de la compagnie; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, moudre, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce; employant pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de \$1,000,000.

Le nombre d'actions sera de 1,000,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, gérant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la province de Québec; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans le district de Rainy River, dans la province d'Ontario.

Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie seront:

Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et Robert Rogers, tous résidents en Canada.

HENEKER & IVES,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 septembre 1900. 3397-3

Emile P. Hudon, farmer, Sainte Anne Pocatiere; Numa Bernatchez, hotel keeper, Campbellton.

7. The provisional directors of the said "Compagnie de Pulpe de Péribonka", are: Thomas Du Tremblay, managing president, Roberval; Pierre A. Potvin, secretary treasurer, Roberval; Arthur Du Tremblay, Roberval; Charles A. Paquet, Quebec; Amédée Robitaille, M. P. P., Quebec.

ROBITAILLE & ROY,

Attorneys for petitioners.

Roberval, 4th September, 1900. 3366

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely:

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are: to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands, mines and estates situate in Québec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell or lease, and to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals, or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and conditions as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial products; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the said company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Québec.

The intended amount of the capital stock is \$1,000,000.

The number of the shares is to be \$1,000,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00).

The names in full and the calling and addresses of each of the applicants are as follows: Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city and district of Montreal; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, province of Québec, and Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Rat Portage, in the district of Rainy River, in the province of Ontario.

The first of provisional directors of the said company are to be:

Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

HENEKER & IVES,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th September, 1900. 3398

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Malone & Robertson, limitée."

2° Les fins pour lesquelles cette incorporation est demandée sont de former une société commerciale sous la raison de Malone & Robertson, et de faire des affaires comme manufacturiers de cadres, de moulures; importateurs et détailliers de portraits, objets d'art, miroirs, vitres à magasin et fournitures pour cadres.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent parts, de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William George Peyton Malone, de la cité de Montréal, marchand; William Frederic Robertson, de la cité de Montréal, marchand; Francis John Phillips, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, manufacturier; Hebert Bacon Phillipps, de la dite cité de Toronto, manufacturier, et John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié.

7° Les dits William George Peyton Malone, William Frederic Robertson et Francis John Phillips, seront les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous résidents au Canada et sujet de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 13 septembre, 1900. 3395-3

Avis est par le présent donné que dans le cours d'un mois à compter de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après dénommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes les constituant, et telles autres personnes qui pourront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation, en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des Statuts Refondus de la province de Québec, de la constitution en corporation des compagnies à fonds social," sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie d'Imprimerie de Montmagny."

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : publier un journal et exploiter une imprimerie.

3° Le siège principal de la dite compagnie est et sera dans la ville de Montmagny, district de Montmagny.

4° Le montant projeté du capital-actions est de \$3,000.00.

5° Le capital-actions sera divisé en 300 actions de \$10.00 chacune.

6° Les requérants sont les personnes suivantes : Albert Bender, avocat, Maurice Rousseau, avocat, G. Narcisse Tremblay, médecin, Timoléus Vallée, rentier, Octave Beaubien, cultivateur, tous cinq de la ville de Montmagny, district de Montmagny; Joseph V. Côté, médecin, Hilaire Michaud, teneur de livres, tous deux de la paroisse du Cap Saint-Ignace, district de Montmagny; Napoléon Dusseault, marchand, Louis Michel Moreau, médecin, Honoré Dionne, courtier, tous trois de la paroisse

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such others persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is Malone & Robertson, Limited.

2. The purposes within the provision of the act for which incorporation is sought are to take over the business of the commercial firm of Malone & Robertson, and to carry on the business of manufacturers of picture frames and mouldings, importers and dealers in pictures, art goods, mirror plates, sheet glass and picture frame sundries.

3. The head office of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred shares of the part value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William George Peyton Malone, of the city of Montreal, merchant; William Frederic Robertson, of the city of Montreal, merchant; Francis John Phillips, of the city of Toronto, in the province of Ontario, manufacturer; Hebert Bacon Phillipps, of the said city of Toronto, manufacturer, and John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant.

7. The said William George Peyton Malone, William Frederic Robertson and Francis John Phillips, shall be the first provisional directors of the said company, and all of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

BLAIR & LAVERTY,

Attorneys for applicants.

Montreal, 13th September, 1900. 3396

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, constituting them and such others as may become shareholders, a body politic and corporate in virtue of section second, chapter third, title eleventh, of the revised Statutes of the province of Quebec, "Joint Stock Companies' Incorporation Act," under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The corporate name of the company is the following : "La Compagnie d'Imprimerie de Montmagny."

2. The incorporation is sought for the following purposes, to wit : To publish and conduct a newspaper.

3. The principal business place of the said company is and will be in the town of Montmagny, district of Montmagny.

4. The proposed amount of the capital stock is \$3,000.00.

5. The stock will be divided into 300 shares of \$10.00 each.

6. The petitioners are the following parties : Albert Bender, advocate, Maurice Rousseau, advocate, G. Narcisse Tremblay, physician, Timoléus Vallée, rentier, Octave Beaubien, farmer, all five of the town of Montmagny, district of Montmagny; Joseph V. Côté, physician, Hilaire Michaud, book-keeper, both of the parish of Cap Saint-Ignace, district of Montmagny; Napoléon Dusseault, merchant, Louis Michel Moreau, physician, Honoré Dionne, broker, all three of the parish of L'Islet,

de l'Islet, district de Montmagny; les huit premiers seront les directeurs provisoires.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur des requérants.
Montmagny, 19 septembre 1900. 3487-2

district of Montmagny; the first eight will be the interim directors.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for petitioners,
Montmagny, 19th September, 1900. 3488

Avis de Faillites

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re The Maple Clothing Co, Montreal,

En liquidation.

Avis vous est donné que le 24^e jour de septembre 1900, par un ordre de la cour, j'ai été nommé liquidateur à la succession de la compagnie sus-nommée.

Les réclamations doivent être filées à mon bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
57, rue Saint-Jacques,
Montréal, 29 septembre 1900. 3501

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Mme Ellen Bickerstaff,

Demanderesse ;

et

James Johnston, Défendeur.

Avis est par le présent donné que par un ordre de la cour, en date du 24 septembre 1900, nous avons été nommés curateurs aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux dans un délai de trente jours.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

Bureau : 41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 25 septembre 1900. 3509

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que James Johnston, marchand de fer, de Montréal, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le treizième jour de septembre 1900, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Député gardien provisoire.

Bureau : 41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 25 septembre 1900. 3511

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re The Standard Paper Coy, Montréal,

Insolvable.

Avis vous est donné que le 26^e jour de septembre 1900, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 29 septembre 1900. 3529

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Maple Clothing Co, Montreal,

In liquidation.

Notice is hereby given that on the 24th day of September, 1900, by order of the court, I was appointed liquidator to the estate of the above named company.

Claims must be filed at my office within one month.

A. L. KENT,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 29th September, 1900. 3502

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Mrs. Ellen Bickerstaff,

Plaintiff ;

and

James Johnston, Defendant.

Notice is hereby given that by order of the court, dated the 24th day of September, 1900, we were appointed curators to the estate of the said defendant who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within thirty days.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

Office : 41, Street Railway Building,
Montreal, 25th September, 1900. 3510

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that James Johnston, hardware, merchant, of Montreal, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 13th of September, 1900, at the office of the protonotaire of the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Deputy Provisional guardian.

Office : 41, Street Railway Building,
Montreal, 25th September, 1900. 3512

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Standard Paper Coy, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of September, 1900, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint-James Street.
Montreal, 29th September 1900. 3530

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Alfred Dugal, de Québec, marchand, a, le 24ème jour de septembre 1900, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 septembre 1900. 3517

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Wilbrod Labrèche, Demandeur ;

vs.

Charles Langlois, "Chs. Langlois & Cie," com-
merçant en gros de provisions, de Montréal,
Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 14e jour de septembre 1900, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 25 septembre 1900. 3527

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re A. I. Clement, Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur aux biens du dit failli par l'honorable juge L. O. Loranger, en date du 24 septembre courant 1900.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, (s'ils ne l'ont déjà fait), à mon bureau, No 15, rue St-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Montréal, 24 septembre 1900. 3535

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 366.

In re P. A. Tanguay, de Danville, P. Q., Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'à mardi, le 16e jour d'octobre prochain, 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington,
Sherbrooke, 26 septembre 1900. 3537

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Saint-François. }
No 360.

In re Dame Elzémire Dubeau (Ls Lebel & Cie), de Lac Mégantic, P. Q., Faillie.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'à mardi, le 16e jour d'octobre prochain 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington,
Sherbrooke, P. Q., 26 septembre 1900. 3539

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Alfred Dugal, of Quebec, merchant, has, on the 24th September, 1900, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 26th September, 1900. 3518

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Wilbrod Labrèche, Plaintiff ;

vs.

Charles Langlois, "Chas. Langlois & Co," whole-
sale produce dealer, of the city of Montreal,
Defendant.

Notice is hereby given that on the 14th day of September, 1900, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre-Dame street.
Montreal, 25th September, 1900. 3528

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re A. I. Clement, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge L. O. Loranger, on the 24th day of September, 1900.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so), No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.

Montreal, 24th September, 1900. 3536

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 366.

In re P. A. Tanguay, of Danville, P. Q., Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Tuesday, the 16th of October next, 1900, after which date dividends will be payable at my office.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
87, Wellington street.
Sherbrooke, 26th September, 1900. 3538

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 360.

In re Dame Elzémire Dubeau (Ls Lebel & Cie), of Lake Mégantic, P. Q., Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Tuesday, the 16th day of October next, 1900, after which date dividends will be payable at my office.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street,
Sherbrooke, P. Q., 26th September, 1900. 3540

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Ferd. Larouche, Saint-Henri de la
 Pipe, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du 25 septembre 1900, j'ai
 été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 26 septembre 1900. 3515

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No. 92.

William J. Inglee, et Failli ;

Joseph Grant, Requéant.

Avis est par le présent donné que le 24e jour de
 septembre 1900, par ordre de la cour, le soussigné a
 été nommé curateur des biens du dit William J.
 Inglee, qui en a fait un abandon judiciaire pour le
 bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dépo-
 sées devant moi sous trente jours de la date de cet
 avis.

THOS. H. BIRKS,
 Curateur. 3525

Huil, 25 septembre 1900.

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 Victoria Lemay, Demanderesse ;

vs

Thomas Desrochers, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-
 unième jour de septembre 1900, par ordre de la cour,
 nous avons été nommés curateurs conjoints des
 biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon
 judiciaire complet pour le bénéfice de ses créan-
 ciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment,
 doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue
 Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints. 3523

Sherbrooke, 22 septembre 1900.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No. 359.

Seguin, Lalime & Cie, Saint-Hyacinthe,
 Demandeurs ;

vs

Feu Charles Beauregard, Sherbrooke,
 Défendeur et failli.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes
 à vingt centins dans la piastre a été préparé dans
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au
 seizième jour d'octobre 1900, après laquelle date les
 dividendes seront payables dans notre bureau, 125,
 rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints. 3521

Sherbrooke, 27 septembre 1900.

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 Henry E. Taylor, Demandeur ;

vs.

Eugène C. Squire, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le quatorzième
 jour de septembre 1900, par ordre de la cour, nous
 avons été nommés curateurs conjoints des biens du

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 In the matter of Ferd. Larouche, Saint Henri de la
 Pipe, Insolvable.

Notice is hereby given that in virtue of an order
 of the court, dated 25th September, 1900, I have been
 appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are
 requested to file them with me, within thirty days
 from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
 Québec, 26th September, 1900. 3516

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 92.

William J. Inglee, and Insolvent ;

Joseph Grant, Petitioner.

Notice is hereby given that on the 24th Septem-
 ber, 1900, by an order of the court, the undersigned
 was appointed curator to the property of the said
 William J. Inglee, who has made a judicial abandon-
 ment of his property for the benefit of his cre-
 ditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty
 days from this notice.

THOS. H. BIRKS,
 Curator. 3526

Hull, 25th September, 1900.

Canada, }
 Province of Quebec. } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 Victoria Lemay, Plaintiff ;

vs

Thomas Desrochers, Defendant and Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-first day
 of September, 1900, by order of the court, we were
 appointed joint curators to the estate of above
 defendant, who has made a judicial abandonment
 of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed duly attested under oath, at
 our office, 125, Wellington street, Sherbrooke,
 within one month.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators. 3524

Sherbrooke, 22nd September, 1900.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 359.

Seguin, Lalime & Co., Saint-Hyacinthe,
 Plaintiffs ;

vs

Late Charles Beauregard, Sherbrooke,
 Defendant and insolvent.

A second and final dividend sheet of twenty cents
 on the dollar has been prepared in this matter,
 open to objection until the sixteenth day of October,
 1900, after which date dividends will be payable at
 our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators. 3522

Sherbrooke, 27th September, 1900.

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 Henry E. Taylor, Plaintiff ;

vs.

Eugène C. Squire, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the fourteenth
 day of September, 1900, by order of the court, we
 were appointed joint curators to the estate of above

susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 15 septembre 1900. 3519

Licitation

District de Montréal. }
No. 2963. } *Cour Supérieure.*
Dame Alice Vinet et vir, Demanderesse ;
vs.
Dame Delphine Vinet et vir et al., Défenderesse.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7 septembre 1900, dans une cause dans laquelle Alice Vinet, épouse séparée quant aux biens de Charles A. Pariseault, avocat, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, et le dit Charles A. Pariseault, du même lieu, pour autoriser son épouse, est Demanderesse, et Dame Delphine Vinet, du même lieu, épouse séparée quant aux biens de Jean-Baptiste Téléphore Jasmin, et le dit Jean-Baptiste Téléphore Jasmin, est mis en cause pour autoriser son épouse, et Dame Delphine Bouge, du même lieu, veuve d'Ephrem Vinet, en son vivant bourgeois, de la paroisse de Saint-Martin, en sa qualité de tutrice à Berthe Vinet, sa fille mineure, sont Défenderesses, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

A. Un emplacement avec maison et dépendances, situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, et connu sous le No 216, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse ; moins la partie sud-est de ce terrain entrant dans la terre de Charles Fabien Vinet—avec la grange dessus construite, de manière à ce que la ligne nord-ouest de démarcation de telle partie de terrain à être ainsi détaché du dit emplacement soit en ligne droite avec la ligne de la profondeur du reste ou de l'arrière partie nord-est de tel terrain, en néanmoins, pour avoir droit à l'arrière partie de tel terrain, ayant à transporter sur la propriété appartenant déjà à Charles Fabien Vinet, la grange qui se trouve érigée sur l'arrière partie du dit emplacement, et à cette condition le dit Charles Fabien Vinet devant faire abandon de l'arrière partie du dit emplacement.

B. Un autre emplacement avec maison et dépendances, situé dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal, et connu sous le No 20, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE 1900, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, cour de pratique, à 10.30 heures A. M., sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcées du droit de le faire.

C. A. PARISEAULT,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 15 septembre 1900. 3367-2
[Première publication, 15 septembre 1900.]

defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 15th September, 1900. 3520

Licitation

District of Montreal. }
No. 2963. } *Superior Court.*
Dame Alice Vinet et vir., Plaintiff ;
vs.
Dame Delphine Vinet et vir et al., Defendant.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th September, 1900, in a cause in which Alice Vinet, wife separated as to property from Charles A. Pariseault, advocate, of the parish of Saint-Vincent de Paul, and said Charles A. Pariseault, of the same place, to authorize his said wife, is plaintiff, and Dame Delphine Vinet, of the same place, wife separated as to property from Jean Baptiste Téléphore Jasmin, of the same place, is *mis en cause* to authorize his said wife, and Dame Delphine Bougie, of the same place, widow of the late Ephrem Vinet, gentleman, of the parish of Saint Martin, in her capacity of tutrix to Berthe Vinet, her minor daughter, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A. One lot with house and dependencies, situated in the parish of Sault au Recollet, and known under No. 216, of the official cadastre of said parish, less the south eastern part of said lot, entering Charles Fabien Vinet's property—with barn thereon constructed, in order that the north-west line of division of said part of lot to be detached of said present lot must continue parallelly and in direct line with the depth line of the rest of said lot, or the rear north-east part of said lot, with the right to present parties or their successors, to detain said rear part of said lot by moving at their own expenses, on said C. F. Vinet's property the above said barn and make him at this condition abandon said part of lot.

B. Another lot with house and dependencies, situated in the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, and known under No. 20, of the official cadastre of said parish.

The properties above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1900, sitting the court, in the court room, in the court house of Montreal, practice division, at 10.30 a. m., subject in the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; and that any oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

C. A. PARISEAULT,
Plaintiff's attorney

Montreal, 15th September, 1900. 3368
[First published, 15th September, 1900.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER
No 147 } FRANCO - CANA-
DIEN, Demandeur ; contre EDMOND POULIOT,
Défendeur.

Une terre à prendre dans la moitié nord-ouest du lot numéro trois, du troisième rang du canton d'Arthabaska, contenant cinq arpents de front sur la profondeur qu'il y a depuis le quatrième rang au nord-est à la rivière Nicolet au sud-ouest ; joignant du côté nord-ouest à Elisée Martel, et du côté sud-est à Adolphe Carignant—avec maison, grange et autres bâtisses, à l'exception de la beurrerie d'Eugène Pellerin, formant environ soixante et treize acres en superficie ; lequel immeuble est connu sous le numéro trente-cinq (35), du cadastre pour le village d'Arthabaskaville.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures a. m., le onzième jour d'avril dernier, à mon bureau, aura lieu à ONZE heures du matin, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à mon bureau, au village d'Arthabaskaville.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 18 septembre 1900. 3541
[Première publication, 29 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **W** ILLIAM J. DERICK,
District de Bedford. } de la paroisse de
No 6607. } Saint-Thomas, dans le district
de Bedford, commerçant, Demandeur ; contre les
meubles et immeubles de MARGARET M. HUD-
SON ALIAS MAGGIE M. DERICK, de la paroisse
de Saint-George de Clarenceville, dans le district de
Bedford, fille majeure et usant de ses droits, Dé-
fenderesse.

Un lot ou emplacement sis et situé dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, connu et désigné comme lot de cadastre numéro quatre cent trente-quatre (434), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses, circonstances et dépendances ; borné à l'est par le chemin public, et contenant environ trente-huit perches, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques de Clarenceville et district de Bedford, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 25 septembre 1900. 3533
[Première publication, 29 septembre 1900.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **T**HE CREDIT FONCIER
No. 147. } FRANCO CANADIEN,
Plaintiff ; against EDMOND POULIOT, Defendant.

A piece of land to be taken in the north west half of lot number three, in the third range of the township of Arthabaska, containing five arpents in front by the depth that is from the fourth range on the north east, to the river Nicolet on the south west ; joining on the north west side to Elisée Martel, and on the south west side to Adolphe Carignant—with a house, barn and other buildings, to the reserve of the butter factory belonging to Eugène Pellerin, forming about seventy-three acres in superficies ; which immovable is known under number thirty-five (35), of the cadastre for the village of Arthabaskaville.

Notice is hereby given that the sale of immovable seized in the present cause, which were to take place at ten o'clock a. m., on the eleventh day of April last, at my office, will take place at ELEVEN o'clock in the morning, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at my office, in the village of Arthabaskaville.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 18th September, 1900. 3542
[First published, 29th September, 1900.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **W** ILLIAM J. DERICK,
District of Bedford. } of the parish of Saint
No 6607. } Thomas, in the district of
Bedford, trader, Plaintiff ; against the goods and
lands of MARGARET M. HUDSON ALIAS MAG-
GIE M. DERICK, of the parish of Saint George de
Clarenceville, in the district of Bedford, woman of
age and in the exercise of her rights, Defendant.

A certain lot or emplacement lying and being in the parish of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, known and distinguished as cadastral lot number four hundred and thirty-four (434), of the official plan and book of reference of the said parish—with buildings and appurtenances thereon and thereto belonging ; bounded on the east by the highway, and containing about thirty-eight perches, english measure—without guarantee as to exact measurement.

To be sold at the parish church door of Saint Jacques de Clarenceville, and district of Bedford, on the SECOND day of NOVEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 25th September, 1900.
[First published, 29th September, 1900.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L'INSTITUTION ROYALE**
No 429. } pour l'avancement des sciences, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **HYPOLITE GOUGEON**, ci-devant de la cité de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal, maintenant de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

1° Quatre lots de terre situés et faisant front sur le côté sud-est de la rue Saint-Antoine, dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, connus et désignés comme lots de subdivision numéros cent soixante et sept, cent soixante et huit, cent soixante et neuf et cent soixante et dix, du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385-167, 385-168, 385-169, 385-170), des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, et le droit en commun avec les autres dans une ruelle située en arrière des dits lots, circonstances et dépendances, pour être vendus en un seul lot.

2° Deux lots de terre situés et faisant front sur le côté sud-est de la rue Saint-Antoine, dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, connus et désignés comme lots de subdivision numéros soixante et dix-sept et soixante et dix-huit, du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385-77, 385-78), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et le droit en commun avec les autres dans une ruelle située en arrière des dits lots, circonstances et dépendances, pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 26 septembre 1900. 3513
[Première publication, 29 septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L'HONORABLE AU-**
No 1265. } **GUSTE REAL ANGERS, ALBERT E. DELORIMIER ET EUGENE H. GODIN**, tous trois avocats, de Montréal, et y pratiquant comme tels ensemble sous la raison sociale de "Angers, deLorimier et Godin," Demandeurs; contre les terres et tenements de **DAME VICTORIA GOUGEON**, du même lieu, épouse séparée de biens de Olier Jutras, agent, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse Dame Victoria Gougeon, l'immeuble suivant, savoir: 2° Un terrain ayant front sur l'avenue du Parc, en la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelega, district de Montréal, étant le numéro quatre-vingt-trois, de la subdivision du numéro deux, de la subdivision du lot primitif numéro douze (12-2-83), du cadastre pour le village incorporé de la côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 26 septembre 1900. 3531.
[Première publication, 29 septembre 1900.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLICNOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).
District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE ROYAL INSTITU-**
No. 429. } **TION** for the advancement of learning, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HYPOLITE GOUGEON**, formerly of the city of Sainte-Cunégonde, in the district of Montreal, now of the city of Saint Henri, district of Montreal, Defendant.

1. Four lots of land situate and fronting on the south east side of Saint Antoine street, in the city of Saint Henri, district of Montreal, known and distinguished as subdivision lots numbers one hundred and sixty seven, one hundred and sixty-eight, one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy, of lot number three hundred and eighty-five (385-167, 385-168, 385-169, 385-170), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and the right in common with others in a lane situated in rear of said lots, circumstances and dependencies, to be sold *en bloc* as one lot.

2 Two lots of land situate and fronting on the south east side of Saint Antoine street, in the city of Saint Henri, district of Montreal, known and distinguished as subdivision lots numbers seventy-seven and seventy-eight, of lot number three hundred and eighty-five (385-77, 385-78, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and the right in common with others in a lane situated in rear of said lots, circumstances and dependencies, to be sold *en bloc* as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **NOVEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th September, 1900. 3514
[First published, 29th September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE HONORABLE AU-**
No. 1265. } **GUSTE REAL ANGERS, ALBERT E. DELORIMIER AND EUGENE H. GODIN**, all three advocates, of Montreal, and practising there as such together under the style and firm of "Angers, deLorimier & Godin", Plaintiffs; against the lands and tenements of **DAME VICTORIA GOUGEON**, of the same place, wife separated as to property of Olier Jutras, agent, of the same place, and the latter in so far as need be to authorize his wife hereunto, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the said defendant Dame Victoria Gougeon, the following immovable, to wit: 2. A lot fronting on Park Avenue, in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal, being number eighty-three of the subdivision of number two, of the subdivision of the primitive lot number twelve (12-2-83), of the cadastre for the incorporated village of côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th September, 1900. 3532
[First published, 29th September, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LE CREDIT FONCIER**
No 561. } **FRANCO-CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires dans les cité et district de Mont-
réal, Demandeur; contre les terres et tenements
de l'honorable JAMES McSHANE, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

1^o Cette propriété faisant front à la rue Notre-Dame, dans le quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, dans le district de Montréal et composée de : A. Un lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro huit cent soixante-dix (870), contenant quarante-cinq (45) pieds de largeur, sur vingt-huit (28) pieds de profondeur, et de là trente (30) pieds de largeur, sur soixante-deux pieds de profondeur. B. Un lot de terre faisant partie du lot huit cent soixante-onze (871), du dit quartier et étant à une distance de vingt huit (28) pieds et neuf (9) pouces de la ligne de la rue Notre-Dame; borné au côté sud-est par une partie du dit lot officiel huit cent soixante-onze (871), le long de laquelle il mesure neuf (9) pieds, au côté sud-ouest, par le dit lot officiel numéro huit cent soixante-dix (870), le long duquel il mesure cinquante-un (51) pieds et trois (3) pouces; à l'extrémité nord-ouest par une partie du dit lot officiel numéro huit cent soixante-onze (871), le long duquel il mesure sept (7) pieds et cinq (5) pouces, et du côté nord-est par une autre partie du dit lot huit cent soixante-onze (871), le long duquel il mesure cinquante-un (51) pieds et trois (3) pouces, le tout—avec bâtisse sus-érigée.

2^o Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro huit cent quatre-vingt-douze (892); borné en front par la rue Saint-Jacques—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, moins la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques.

3^o Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro mil huit cent trente-cinq (1835); borné en front par la rue Saint-Maurice—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4^o Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro deux cent cinq (205); borné en front par la rue Chatham—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5^o Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, composé des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous les numéros huit cent quatre-vingt-neuf (889) et huit cent quatre-vingt-dix (890); borné en front par la rue Saint-Jacques et formant le coin de la dite rue Saint-Jacques et de la ruelle Roy—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, moins la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques.

6^o La moitié nord-ouest d'un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro douze cent quatre-vingt-onze (1291), la dite moitié mesurant vingt huit (28) pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95) pieds et six (6) pouces de profondeur, plus ou moins; bornée en front par la rue Université, en arrière et d'un côté par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit, et de l'autre côté par la résidu du dit lot douze cent quatre-vingt-onze (1291)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : **LE CREDIT FONCIER**
No. 561. } **FRANCO CANADIEN,**
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the city and district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of
the Honorable JAMES McSHANE, of the city and
district of Montreal, Defendant.

1. That property fronting on Notre Dame street, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and composed of : A. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said ward as number eight hundred and seventy (870), containing forty-five (45) feet in width by twenty-eight (28) feet in depth, and from thence thirty feet (30), in width by sixty-two feet in depth : B. Of a piece of land forming part of lot eight hundred and seventy-one (871), of the said ward and being at a distance of twenty-eight (28) feet and nine (9) inches from the line of Notre Dame street; bounded on the south east side by a part of said official lot eight hundred and seventy-one (871), along which it measures nine (9) feet on the south west side by said official lot number eight hundred and seventy (870), along which it measures fifty-one (51) feet and three (3) inches, at the north west end by a part of said official lot number eight hundred and seventy-one (871), along which it measures seven (7) feet and five (5) inches, and on the north east side by another part of said lot eight hundred and seventy-one (871), along which it measures fifty-one (51) feet and three (3) inches, the whole with building thereon erected.

2^o A lot of land situate and being in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward as number eight hundred and ninety-two (892); bounded in front by Saint James street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; less the part expropriated for widening Saint James street.

3^o A lot of land situate and being in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward, as number one thousand eight hundred and thirty-five (1835); bounded in front by Saint Maurice street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4^o A lot of land situate and being in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward as number two hundred and five (205); bounded in front by Chatham street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5^o A lot situate and being in Saint Antoine ward, said district, composed of the lots known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine's ward as numbers eight hundred and eighty-nine (889) and eight hundred and ninety (890); bounded in front by Saint James street, and forming the corner of the said Saint James street and of Roy lane—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; less the part expropriated for widening Saint James street.

6^o The north west half of a lot of land situate in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward as number twelve hundred and ninety-one (1291), said half containing twenty-eight (28) feet in width by ninety-five (95) feet six inches in depth, more or less; bounded in front by University street, in rear and on one side by a lane in common with the parties entitled thereto, and on the other side by the residus of the said lot twelve hundred and ninety-one (1291)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

7° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro dix-sept soixante-sept (1767); borné en front par la carré Chaboillez—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

8° Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dit district, connus sous les numéros soixante et dix-huit (78) et soixante et dix-neuf (79), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille deux cent trente-neuf (3239) ; bornés en front par la rue Wellington, en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 5 septembre 1900. 3299-2
[Première publication, 8 septembre 1900.]

DUPLICATA.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HARLOW H. HUTCHINS, agent, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JAMES BAXTER, du même lieu, Défendeur.

1° Cinq lots de terre situés dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, comme étant les subdivisions numéros dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux et vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf (19, 20, 21, 22 et 23 de 19) ; à distraire cependant la lisière prise sur le front des susdits lots et expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent, et en outre à distraire du lot de subdivision numéro dix-neuf (19), une lisière de deux pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornés en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle portant le numéro vingt-quatre (24), de la subdivision du dit lot numéro dix-neuf (19), d'un côté par le numéro dix-huit (18), de la subdivision officielle du dit lot numéro dix-neuf (19), et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro dix-neuf (19)—avec les bâtisses dessus construites et reposant également sur partie du numéro de subdivision dix-huit (18), du dit lot.

2° Trois autres lots de terre sis et situés en la ville Saint-Louis, comté d'Hochelaga, étant les subdivisions numéros cent cinquante et un, cent cinquante-deux et cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot numéro onze (151, 152 et 153 de 11), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; bornés en front par la rue Saint-Louis et avec l'usage en commun avec qui de droit dans la ruelle en arrière des dits lots.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 septembre 1900. 3297-2
[Première publication, 8 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

7° A lot of land situate and being in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward as number seventeen hundred and sixty-seven (1767) ; bounded in front by Chaboillez square—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

8. Two lots of land situate and being in Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, said district known as numbers seventy-eight (78) and seventy-nine (79), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number three thousand two hundred and thirty-nine (3239) ; bounded in front by Wellington street, in rear by a lane in common with those entitled thereto—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th September, 1900. 3300
[First published, 8th September, 1900.]

DUPLICATA.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } HARLOW H. HUTCHINS, of the city and district of Montreal, agent, Plaintiff ; against the lands and tenements of JAMES BAXTER, of the same place, Defendant.

1. Five lots of land situate in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, in the said city of Montreal, as being subdivisions numbers nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two and twenty-three of the subdivision of the official lots number nineteen (19, 20, 21, 22 and 23 of 19), but reserving the strip taken off the front of the said lots and expropriated by the city of Montreal, for the widening of said Saint Lawrence street, and reserving, moreover, from subdivision lot number nineteen (19), a strip of two feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by a lane bearing the number twenty-four (24), of the subdivision of the said lot number nineteen (19), on one side by number eighteen (18), of the official subdivision of the said lot number nineteen (19), and on the other side by residue of said subdivision lot number nineteen—with the buildings thereon erected and resting likewise on part of subdivision number eighteen (18), of the said lot.

2. Three other lots of land situate and being in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal, being the subdivisions numbers one hundred and fifty-one, one hundred and fifty-two and one hundred and fifty-three, of the official subdivision of lot number eleven (11), (151, 152 and 153 of 11), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis ; bounded in front by Saint Louis street, and with the use in common with those thereto entitled in the lane in rear of the said lots.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th September, 1900. 3298
[First published, 8th September, 1900.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Ottawa, à savoir: } **DAME EUGENIE POIRIER,**
 No 1770. } du village de la Pointe à
 Gatineau, dans le district d'Ottawa, épouse séparée
 de biens de George W. Smith, marchand, du même
 lieu, la dite Dame Eugénie Poirier faisant affaires
 seule comme marchande publique et entrepreneur,
 sous les nom et raison de Smith & Co., et le dit
 George W. Smith, afin d'autoriser sa dite épouse,
 Demanderesse; contre **THE STADACONA WATER
 LIGHT AND POWER COMPANY,** corps politique
 et incorporé, ayant sa principale place d'affaires
 dans les cité et district de Montréal, Défenderesse,
 à savoir :

Le système d'aqueduc et drainage situés dans le
 village de la Pointe à Gatineau, dans le district
 d'Ottawa, y compris les tuyaux pour l'eau et drai-
 nage posés sur et sous certaines rues dans le dit
 village, aussi le moulin à vent et accessoires situés
 sur la rivière Gatineau et au bout de la rue princi-
 pale, dans le dit village, et le réservoir construit sur
 partie du lot numéro 399, sur la dite rue principale,
 le tout formant partie du dit système, et qui peut
 être décrit plus au long sous les numéros A 1, A 2,
 A 3, A 4, A 5, A 6, A 7, A 8, A 9, A 10, A 11, et A
 12, des plan et livre de renvoi spécialement préparés
 par la dite compagnie défenderesse, conformé-
 ment aux dispositions de l'acte de Québec, 60 Vic-
 toria, chap. 78, constituant le dit système d'aqueduc,
 et sous les numéros B 1, B 2, B 3, B 4, B 5, B 6,
 B 7, B 8, B 9, B 10, B 11, B 12, B 13, B 14 et B
 15, des plan et livre de renvoi spécialement prépa-
 rés par la dite compagnie défenderesse, conformé-
 ment aux dispositions du dit acte de Québec, 60
 Victoria, chap. 78, et constituant le dit système de
 drainage, aussi toute franchise appartenant à la
 dite défenderesse en rapport avec les dits systèmes.

Pour être vendu au bureau du registraire, dans
 la cité de Hull, dans le dit district d'Ottawa, le
 TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX
 heures de l'avant-midi.

GRONDIN & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Hull, 25 septembre 1900. 3513
 [Première publication, 29 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir: } **JACOB BELISLE,** hôtelier, du
 No 5670. } village de Pierreville, comté
 d'Yamaska, district de Richelieu, Demandeur;
 contre **MARY BOIVIN,** fille majeure et usant de
 ses droits, du village de Pierreville, comté d'Y-
 amaska, district de Richelieu, Défenderesse.

Une portion de terre sise et située en la paroisse
 de Saint-Thomas de Pierreville, en la concession du
 Haut de la Rivière, de la contenance de cent pieds
 de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure
 française, tenant devant au nord-est au chemin de
 front de la dite concession, derrière, au sud-ouest à
 Eugène Plamondon, d'un côté au sud-est au dit
 Eugène Plamondon, et de l'autre côté à Elie Leten-
 dre—avec les bâties dessus construites, laquelle
 portion de terre est une partie du lot de terre dé-
 crite par et sous le numéro neuf cent trois (No 903),
 aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse
 de Saint-Thomas de Pierreville. A la charge
 d'une rente foncière annuelle de douze piastres
 et demie, payable d'avance le premier juin, à
 Eugène Plamondon, cultivateur, de la paroisse
 de Saint-Thomas de Pierreville, ses hoirs et ayants
 cause.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Montreal.*

Ottawa, to wit: } **DAME EUGENIE POIRIER,**
 No. 1770. } of the village of Gatineau
 Point, in the district of Ottawa, wife separate as to
 property of George W. Smith, merchant, of the
 same place, the said Dame Eugénie Poirier doing
 business as *marchande publique* and contractor alone,
 under the firm and style of Smith & Co., and the
 said George W. Smith, to authorize his said wife,
 Plaintiff; against **THE STADACONA WATER
 LIGHT AND POWER COMPANY,** a body politic
 and corporate, having its principal place of busi-
 ness in the city and district of Montreal, Defend-
 ant, to wit:

The water work and drainage systems situate in
 village of Gatineau Point, in the district of Ottawa,
 including the water pipes and drain pipes laid on
 and under certain streets in said village, also the
 wind mill and accessories situate on the Gatineau
 river, at the end of the main street, in the said vil-
 lage, and the tank erected on part of lot number
 399, on said main street, the whole forming part of
 said system, and which may be more fully de-
 scribed under numbers A 1, A 2, A 3, A 4, A 5, A 6,
 A 7, A 8, A 9, A 10, A 11 and A 12, of a plan and
 book of reference specially prepared by said defend-
 ant company, in conformity with the dispositions
 of the Quebec Act, 60 Victoria, chap. 78, constitut-
 ing the said system of water works, and under
 numbers B 1, B 2, B 3, B 4, B 5, B 6, B 7, B 8,
 B 9, B 10, B 11, B 12, B 13, B 14 and B 15, of a
 special plan and book of reference prepared by said
 defendant company, in conformity with dispositions
 of the said Quebec Act, 60 Victoria, chap. 78, and
 constituting the said system of drainage, also any
 franchise held by said defendant in connection with
 said systems.

To be sold at the registry office, in the city of
 Hull, in said district of Ottawa, on the THIR-
 TIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in
 the forenoon.

GRONDIN & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Hull, 25th September, 1900. 3544
 [First published, 29th September, 1900.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
 been seized, and will be sold at the respective time
 and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit: } **JACOB BELISLE,** hotel-keeper,
 No. 5670. } of the village of Pierreville,
 county of Yamaska, district of Richelieu, Plaintiff;
 against **MARY BOIVIN,** spinster and using of
 her rights, of the village of Pierreville, county of
 Yamaska, district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate and being in the parish
 of Saint-Thomas de Pierreville, in the concession
 Haut de la Rivière, containing one hundred feet in
 width by one hundred feet in depth, french measure;
 bounded in front to the north east by the front road
 of the said concession, in rear, to the south west
 by Eugène Plamondon, on one side to the south
 east to said Eugène Plamondon, and on the other
 side by Elie Letendre—with the buildings thereon
 erected, which piece of land form part of the lot of
 land described by and as number nine hundred and
 three (No. 903), on the official plan and book of
 reference for the parish of Saint Thomas de Pierre-
 ville. Subject to the charge of a yearly ground
 rent of twelve dollars and a half, payable in advance
 on the first of June, to Eugène Plamondon, farmer,
 of the parish of Saint Thomas de Pierreville, his
 heirs and assigns.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus désigné, saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le onzième jour du mois de juillet dernier, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le TRENTE ET UNIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 26 septembre 1900. 3551

[Première publication, 29 septembre 1900.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : EDMOND NARCISSE BEAU-
No 2639 B. } E DRY, marchand, de la ville
de Nicolet, dans le district des Trois-Rivières, Dem-
demandeur ; contre LOUIS BERGERON, de la pa-
roisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, dans
le comté d'Yamaska, dans le district de Richelieu,
Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, à la concession de la Grande Plaine, troisième concession, au côté sud du chemin de la Reine, contenant cinquante pieds de front sur la profondeur de cent dix pieds, le tout plus ou moins ; borné en front par le chemin de la Reine, en profondeur à E. N. Beaudry, du côté sud-ouest à une route publique, et du côté nord-est à Elis Proulx—avec une maison et boutique dessus érigées ; icelui lot ou emplacement étant partie du lot numéro 886, du cadastre officiel du comté d'Yamaska, pour la dite paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, le TRENTE ET UNIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 24 septembre 1900. 3549

[Première publication, 29 septembre 1900.]

ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir : THEOPHILE MO-
No 1052. } RISSETTE, De-
demandeur ; vs JOSEPH DUPUIS ET AL, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Joseph Dupuis, un des dits défendeurs solidaire :

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans la première partie de la Commune de Maskinongé, contenant environ quatorze perches, seize pieds et dix pouces trois quarts de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à prendre par devant à la rivière Maskinongé à aller aboutir en profondeur à la Rivière aux Pins, joignant d'un côté à Jean-Baptiste Ross, et de l'autre côté à André Dunard—avec maison et dépendances dessus construites ; laquelle partie de terre porte et comporte sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, les numéros cinq cent cinquante et un (551), cinq cent cinquante-deux (552) et cinq cent cinquante-trois (553). A distraire des dits numéros 551 et 552 une partie de terre conte-

Notice is hereby given that the sale of the immoveable hereinabove described, seized in the present cause, which should have taken place at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville, on the eleventh day of the month of July last, at ten o'clock in the forenoon, will take place at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville aforesaid, on the THIRTY-FIRST day of the month of OCTOBER next, at ONE o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 26th September, 1900. 3552

[First published, 29th September, 1900.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : EDMOND NARCISSE BEAU-
No. 2639 B. } E DRY, merchant, of the town
of Nicolet, in the district of Three Rivers, Plaintiff ;
against LOUIS BERGERON, of the parish of
Saint Antoine de la Baie du Febvre, in the county
of Yamaska, in the district of Richelieu, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, in the concession of La Grande Plaine, third concession, on the south side of the Queen's highway, containing fifty feet in front by the depth of one hundred and ten feet, the whole more or less ; bounded in front by the Queen's highway, in depth by E. N. Beaudry, on the south west side by a public bye-road, and on the north east side by Elis Proulx—with a house and shop thereon erected ; said lot being part of the lot number 886, of the official cadastre of the county of Yamaska, for the said parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, on the THIRTY-FIRST day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 24th September, 1900. 3550

[First published, 29th September, 1900.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Three Rivers to wit : THEOPHILE MORIS-
No. 1052. } RISSETTE, Plaintiff ; vs.
JOSEPH DUPUIS ET AL., joint and several, De-
fendants.

As belonging to Joseph Dupuis, one of the joint and several defendants.

A piece of land situate in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the first part of the Commune (Commune) of Maskinongé, containing about fourteen perches sixteen feet ten inches and three quarters in front by the depth to be found in front at the river Maskinongé, and ending in rear at the River aux Pins ; bounded on one side by Jean Baptiste Ross, and on the other side by Andrée Dunard—with house and dependencies thereon erected ; which piece of land bears on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, the numbers five hundred and fifty-one (551), five hundred and fifty-two (552) and five hundred and fifty-three (553). Reserving from the said numbers 551 and 552 a piece of land containing seventy-two feet in

nant soixante et douze pieds de front sur un arpent de profondeur ; bornée en front par la Rivière Maskinongé, en profondeur par Joseph Dupuis, d'un côté vers le nord encore par ce dernier, et de l'autre côté par André Dunard ; laquelle portion de terre ainsi extraite appartenant aux commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, le NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 6 septembre 1900. 3289-2
[Première publication, 8 septembre 1900.]

front by one arpent in depth ; bounded in front by the river Maskinongé, in rear by Joseph Dupuis, on one side to the north by the latter, and on the other side by André Dunard ; which piece of land thus reserved belongs to the school commissioners of the parish of Saint Joseph de Maskinongé.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, on the NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 6th September, 1900. 3290
[First published, 8th September, 1900.]

Avis du Gouvernement

No. 551.91.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Changement proposé des limites, Orford et Brompton.

Détacher les lots 1 et 2 dans le 5e rang, lot 1 dans le 6e rang, lot 1 dans le 7e rang, et lot 1 dans le 8e rang de la municipalité de Orford, comté de Sherbrooke, de la municipalité scolaire de Brompton, comté de Richmond, et les annexer de nouveau à la municipalité de Orford pour les fins scolaires ; aussi de détacher les parties sud-ouest des lots 32 et 33 dans le 5e rang, la moitié sud-ouest des lots 30 et 29, le quart sud-ouest du lot 28 dans le 5e rang, tous les lots d'augmentation et lot 28 dans le 6e rang de la municipalité de Brompton de la municipalité scolaire de Orford, comté de Sherbrooke, et les annexer à la municipalité de Brompton, comté de Richmond, pour les fins scolaires. 3553

Avis Divers

Cour Supérieure—District d'Iberville.
No. 280.

Dame Méline Paquin, de la ville de St-Jean, district d'Iberville, étant dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alexandre Payette, marchand-ferblantier, du même lieu.

GOSELIN & ST. CYR,
Avocats de Dme M. Paquin.
Saint-Jean, 27 septembre 1900. 3559

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. }

Martha Jane Richardson, de la paroisse de Notre-Dame de Québec, épouse commune en biens de William Learmouth, du même lieu, a, ce dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.
Le dit William Learmouth, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

L. D. MORIN,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 29 septembre 1900. 3547

Government Notices

No 551.91

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Proposed change of limits, Orford and Brompton.

To detach lots 1 and 2 in the 5th range, lot 1 in the 6th range, lot 1 in the 7th range, and lot 1 in the 8th range of the municipality of Orford, Sherbrooke county, from the school municipality of Brompton, Richmond county, and to re-annex them to the municipality of Orford for school purposes ; also to detach the south west parts of lots 32 and 33 in the 5th range, the south west half of lots 30 and 29, the south west quarter of lot 28 in the 5th range, all the augmentation lots and lot 28 in the 6th range of the municipality of Brompton from the school municipality of Orford, Sherbrooke county, and to annex them to the municipality of Brompton, Richmond county, for school purposes. 3554

Miscellaneous Notices

Superior Court—District of Iberville.
No. 280.

Dame Méline Paquin of the town of Saint Johns, district of Iberville, being duly authorized, has taken, this day, an action for separation of properties against her husband, Alexandre Payette, merchant tinsmith, of the same place.

GOSELIN & ST. CYR,
Attorneys for Dame M. Paquin.
Saint Johns, 27th September, 1900. 3560

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec. }

Martha Jane Richardson, of the parish of Notre-Dame de Quebec, wife common as to property of William Learmouth, of the same place, duly authorized, Plaintiff ;

vs.
The said William Learmouth, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause.

L. D. MORIN,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 29th September, 1900. 3548

AVIS.

Je donne avis qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Canada Liquor Co., tenue le 19 septembre 1900, il a été passé une résolution à l'effet de liquider volontairement les affaires de la dite Canada Liquor Co., et qu'à ces fins j'ai été nommé le liquidateur pour la dite liquidation.

JOSEPH OCTAVE MOTARD,
Comptable.

No. 294, rue Saint-Paul.
Montréal, 20 septembre 1900. 3555

Avis de Faillites

Dans l'affaire de J. Brodie & Cie, Québec,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objections jusqu'au 15 octobre 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 29 septembre 1900. 3557

Dans l'affaire de Chas A. Liffiton & Co., de Montréal, marchands d'épices, Faillis.

Avis est par le présent donné que par jugement rendu par la cour supérieure, le 26e jour de septembre 1900, je, sousigné, John W. Ross, comptable licencié, de la cité de Montréal, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les susdits biens sont notifiées de les produire suivant la loi, dans mon bureau, sous trente jours.

JOHN W. ROSS,
Montréal, 27 septembre 1900. 3565

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Edouard Barabé, de Saint-Jean Deschailons, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 16 octobre 1900.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 26 septembre 1900. 3561

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de T. Béland, de Québec, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire. Ce dividende sera payable à notre bureau, le ou après le 17 octobre 1900.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau : 48, rue Saint-Pierre, Québec. 3563

NOTICE.

I give notice that a general special meeting of the shareholders of the Canada Liquor Co., held on the 19th of September, 1900, a resolution was passed for the purpose of voluntarily liquidating the business of the said Canada Liquor Co., and that I was appointed liquidator for the said liquidation.

JOSEPH OCTAVE MOTARD,
Accountant.

No. 294, Saint Paul street.
Montreal, 20th September, 1900. 3556

Bankrupt Notices

In the matter of J. Brodie & Co., Québec,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 15th of October, 1900, after which date the dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 29th September, 1900. 3558

In the matter of Chas. A. Liffiton & Co., of Montréal, spices merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that by judgment rendered by the superior court, on the 26th day of September, 1900 I, the undersigned, John W. Ross, chartered accountant, of the city of Montreal, was appointed curator in this matter.

All parties having claims against the above estate are notified to file their claims according to law, at my office, within a delay of thirty days.

JOHN W. ROSS,
Montréal, 27th September, 1900. 3566

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.

In the matter of Edouard Barabé, of Saint Jean Deschailons, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Québec, on or after the 16th of October, 1900.

Any opposition to the said dividend must be made before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Québec, 26th September, 1900. 3562

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.

In the matter of T. Béland, of Québec, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter. This dividend will be payable at our office, on or after the 17th of October, 1900.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Office : 48, Saint Peter street, Québec. 3564

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 39**

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : —
Divers lots de Brompton, comté de Richmond,
à la municipalité d'Oxford, 1848 ; Divers lots
de Stukely à Lawrenceville, comté de Shefford,
1828.

**ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,
etc., 1825.**

**BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-
blée législative, 1829 ; Conseil législatif, 1827.**

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre à la
profession d'avocat : Antoine Gobeil, 1831 ;
Christ church Cathedral, 1831 ; Mount Royal
Cemetery Coy, 1831.**

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 1827.

**FAILLIS : — Barabé, 1849 ; Beaugard, 1840 ; Bé-
land, 1849 ; Brodie & Cie, 1849 ; Canada
Liquor Coy, 1849 ; Clément, 1839 ; Dame
Dubeau, 1839 ; Desrochers, 1840 ; Dugal,
1839 ; Grant, 1840 ; Johnston, 1838 ; John-
ston, 1838 ; Langlois, 1839 ; Larouche, 1840 ;
Liffliton & Coy, 1849 ; Seguire, 1840 ; Tanguay,
1839 ; The Maple Clothing Coy, 1838 ; The
Standard Paper Coy, 1838.**

**LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Canada Dairy
Supply Coy, 1834 ; Ingolf Gold Mining Coy,
1836 ; La Cie de Pulpe de Péribonka, 1835 ;
La Cie d'imprimerie de Montmagny, 1837 ; La
Société Anonyme des Débats, 1834 ; Malone &
Robertson, 1837 ; The Gas Appliance Manu-
facturing Company, 1833.**

**MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : —
De Auguste S. Chambier à Alfred Paradis,
1826.**

**ORDONNANCE POUR FERMETURE D'UNE ROUTE : —
Causapsal, 1826.**

**PROCLAMATIONS : — Convocation des chambres *pro
formâ*, 1825.**

**SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Achin vs Briau,
1833 ; Bisson vs Turcotte, 1832 ; DeLaduran-
taye vs Rochon, 1833 ; Fortin vs Giroux, 1831 ;
Légaré vs Légaré, 1832 ; Paquin vs Payette,
Petit vs Juneau, 1832 ; Richardson vs Lear-
month, 1848 ; Sigouin vs Charpentier, 1832 ;
Vincelette vs Daigneault, 1833.**

**SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS : — Dme D'Au-
nais vs Auclair, 1801 ; Giguère vs Plamondon,
1832.**

VENTES PAR LES SHERIFS :

**ARTHABASKA : — Le Crédit Foncier Franco Cana-
dien vs Pouliot, 1842.**

BEDFORD : — Derick vs Dme Hudson, 1842.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 39**

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : —
Several lots of Brompton, county of Richmond,
to the municipality of Oxford, 1848 ; Several
lots of Stukely to Lawrenceville, county of
Shefford, 1826.

**ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices
&c, 1825.**

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
Legislative Assembly, 1797 ; Legislative Council,
1827.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To admit to
the practice of law : Antoine Gobeil, 1831 ;
Christ church Cathedral, 1831 ; Mount Royal
Cemetery Coy, 1831.**

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 1827.

**INSOLVENTS : — Barabé, 1849 ; Beaugard, 1840 ;
Béland, 1849 ; Brodie & Co, 1849 ; Canada
Liquor Coy, 1849 ; Clément, 1839 ; Dame
Dubeau, 1839 ; Desrochers, 1840 ; Dugal,
1839 ; Grant, 1840 ; Johnston, 1838 ; John-
ston, 1838 ; Langlois, 1839 ; Larouche, 1840 ;
Liffliton & Coy, 1849 ; Seguire, 1840 ; Tanguay,
1839 ; The Maple Clothing Coy, 1838 ; The
Standard Paper Coy, 1838.**

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —
Canada Dairy Supply Coy, 1834 ; Ingolf Gold
Mining Coy, 1836 ; La Cie de Pulpe de Péri-
bonka, 1835 ; La Cie d'imprimerie de Mont-
magny, 1837 ; La Société Anonyme des Débats,
1834 ; Malone & Robertson, 1837 ; The Gas
Appliance Manufacturing Company, 1833.

**MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : —
Of Auguste S. Chambier to Alfred Paradis,
1826.**

ORDER TO CLOSE A ROAD : — Causapsal, 1826.

**PROCLAMATIONS : — Parliament convoked *pro formâ*,
1825.**

**SÉPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Achin vs
Briau, 1833 ; Bisson vs Turcotte, 1832 ; De-
Ladurantaye vs Rochon, 1833 ; Fortin vs Gi-
roux, 1831 ; Légaré vs Légaré, 1832 ; Paquin
vs Payette, 1848 ; Petit vs Juneau, 1832 ;
Richardson vs Learmonth, 1848 ; Sigouin vs
Charpentier, 1832 ; Vincelette vs Daigneault,
1833.**

**SÉPARATIONS FROM BED AND BOARD : — Dme D'Aunais
vs Auclair, 1801 ; Giguère vs Plamondon,
1832.**

SHERIFF'S SALES :

**ARTHABASKA : — Le Crédit Foncier Franco Cana-
dien vs Pouliot, 1842.**

BEDFORD : — Derick vs Dme Hudson, 1842.

MONTRÉAL :—Angers *et al* vs Dme Gougeon *et vir*, 1843 ; Hutchins vs Baxter, 1845 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs McShane, 1844 ; L'Institution Royale, etc., vs Gougeon, 1843.

OTTAWA :—Dme Power *et vir* vs The Stadacona Water, Light and Power Coy, 1846.

RICHELIEU :—Beaudry vs Bergeron, 1847 ; Belisle vs Dlle Boivin, 1846.

TROIS-RIVIÈRES :—Morissette vs Dupuis *et al*, 1847.

MONTREAL :—Angers *et al* vs Dme Gougeon *et vir*, 1843 ; Hutchins vs Baxter, 1845 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs McShane, 1844 ; The Royal Institution &c vs Gougeon, 1843.

OTTAWA :—Dme Poirier *et vir* vs The Stadacona Water, Light and Power Coy, 1846.

RICHELIEU :—Beaudry vs Bergeron, 1847 ; Belisle vs Delle Boivin, 1846.

THREE RIVERS :—Morissette vs Dupuis *et al*, 1847.

